



le bluma

bulletin de liaison d'un monde d'avance

EDITORIAL | Razy Hammaði

Le 3 octobre, refusons la privatisation de La Poste !

485 bureaux de poste fermés depuis le début de l'année, accélération du désengagement de l'entreprise publique des zones rurales ou des quartiers jugés insuffisamment rentables, 7 416 emplois détruits en 6 mois, soit autant que le nombre de suppressions d'emplois enregistrés pour toute l'année 2008... Ces évolutions ne sont évidemment pas étrangères au projet de changement de statut de La Poste. Il s'agit, pour le gouvernement, de préparer la mue de l'entreprise publique en société anonyme. Le fait qu'il clame sur tous les toits que le capital restera à 100% public ne trompera personne. Il s'y était engagé pour EDF-GDF pour mieux privatiser ensuite. Ce gouvernement n'hésitera ni à trahir ni à mentir pour mener à bien son entreprise méthodique et constante de démolition des services publics.

Dans ce combat pour empêcher une privatisation que rien ne justifie, les socialistes ont décidé de se lever et de refuser ce que l'on a trop souvent, (à tort d'ailleurs) considéré comme inéluctable : la dépossession injustifiée et autoritaire du bien commun du plus grand nombre au profit d'une minorité agissant dans le seul objectif de son intérêt propre, celui du profit et de la rentabilité.

le samedi 3 octobre 2009



Votation citoyenne
dans tout le pays
Mairies, bureaux de poste, marchés...

C'est à nous de
CHOISIR!

Pour autant, si nous ne voulons pas de la privatisation qui est une impasse, nous ne voulons pas non plus du statu quo. Nous voulons une Poste démocratique au sein de laquelle les citoyens et les usagers ont leur mot à dire, une Poste forte qui s'engage au service du développement de notre pays et du progrès, dans le cadre notamment d'un pôle financier public et au plus près des territoires, une Poste européenne qui se modernise et prend toute sa place dans l'ère du numérique.

Ce combat que nous menons n'est ni un témoignage ni un baroud d'honneur. Il doit être le point de départ de la reconquête de nos services publics. A travers cette bataille, c'est toute la gauche qui est rassemblée, l'ensemble des syndicats qui sont unis, des territoires et des élus qui s'organisent quelquefois au-delà même des clivages gauche-droite, des milliers de citoyens qui ont décidé de prendre la parole et d'agir.

Du 28 septembre au 3 octobre réuississons les votations citoyennes, portons l'ambition d'un bureau de vote par canton et établissons le rapport de force politique et citoyen. Faisons reculer la droite !

■ Razy Hammaði, secrétaire national du PS en charge des services publics

Dossier

Mobilisation contre la privatisation de La Poste : 1 an déjà !

Il y a un an, le collectif national de mobilisation contre la privatisation de La Poste voyait le jour...

P. 2

Encadré

Les spécificités de la « libéralisation » communautaire postale

Rien ne justifie le changement de statut social de La Poste...

P. 2

Presse

« On brasse de l'air »

Entretien avec Henri Emmanuelli paru dans le Journal du dimanche le 9 septembre dernier.

P. 3

Universités de rentrée

25, 26, 27 septembre 2009

Les universités de rentrée Un monde d'avance à Port d'Albret dans les Landes. En page 4, le bulletin d'inscription.

P. 4

DOSSIER | Un monde d'avance

Mobilisation contre la privatisation de La Poste : 1 an déjà !

Il y a un an, le collectif national de mobilisation contre la privatisation de La Poste voyait le jour, il regroupe des syndicats, des associations d'usagers et l'ensemble des partis de gauche. Ce collectif est une réponse au changement de statut de La Poste d'établissement public en société anonyme par actions, plébiscité successivement par ses dirigeants, puis par le rapport Ailleret et le président de la République. Néanmoins, l'opposition que suscite ce projet au sein de la société française a généré quelques hésitations et un certain désarroi au sein du gouvernement. À preuve les divers ajournements quant à la date du débat parlementaire consacré au sujet, finalement fixé au mois d'octobre 2009.

Arguments...

Les promoteurs de cette réforme mettent en avant trois arguments qui ne résistent pas à une analyse rigoureuse. Ils prétendent d'une part qu'elle permettrait d'affronter la libéralisation totale du marché du courrier en 2011 et de respecter les règles européennes ; d'autre part de lever 2 à 3 milliards d'euros pour financer la croissance sans solliciter les finances publiques ; enfin de disposer de moyens pour nouer des alliances stratégiques et de pouvoir profiter des opportunités de croissance externe, ceci dans le but de « ne pas sortir du groupe des grands Européens » et de rester « une des postes qui structurent le marché européen. »

... et contre-arguments

Or, qu'en est-il réellement ? Concernant la première allégation des « réformateurs », à savoir les règles européennes, aucune directive ni norme ne comporte d'obligations juridiques concernant le statut des opérateurs ou leur « privatisation », qui demeurent du ressort des États-membres (cf encadré ci-dessous). Ensuite, pour ce qui est d'un éventuel recours

aux finances publiques, La Poste n'y a pas recours ! Elle autofinance largement ses investissements et sa modernisation, tout en assurant son désendettement. Il convient dès lors de se pencher sur le dernier point : l'évocation d'« alliances stratégiques » et d'« opportunités de croissance externe ». Que faut-il entendre dans cette assertion, si ce n'est la volonté de transformer les missions de La Poste ? Le souhait de « ne pas sortir du groupe des grands Européens » et de rester « une des postes qui structurent le marché européen », relève d'une référence implicite à la situation des secteurs des télécommunications, du transport aérien ou de l'énergie, dans lesquels la libéralisation débouche sur la constitution d'un oligopole de quelques groupes qui dominent et structurent le marché européen. Ce qui est en totale opposition avec ce qu'est intrinsèquement le service postal : un service public de terrain, de proximité, profondément ancré dans les territoires, et dont l'activité repose sur un contact quotidien avec une grande majorité de ses usagers. Ce qui implique une présence physique, des possibilités de contacts humains réguliers sur un maillage extrêmement fin. On le voit, s'il fallait encore s'en convaincre,

l'objectif de la privatisation de La Poste vise à permettre à quelques-uns de développer leurs tempéraments de prédateurs en procédant à des acquisitions ... en bref, d'embrasser une ambitieuse carrière de joueur de Monopoly.

En ligne

laposte.parti-socialiste.fr

Signez l'appel contre la privatisation de la Poste sur le site dédié du Parti Socialiste. Vous y trouverez aussi l'appel vidéo de Razzy Hammadi, le matériel de campagne, une carte interactive pour ajouter votre bureau de vote, etc.

www.appelpourlaposte.fr

Site du comité national contre la privatisation de La Poste, pour un débat public et un référendum sur le service public postal. À votre disposition : les coordonnées des comités locaux, matériel de campagne, mode opératoire pour l'organisation de la votation, communiqués et revue de presse, etc.

ENCADRE | Un monde d'avance

Les spécificités de la « libéralisation » communautaire postale

Étonnamment, les directives européennes de 1997, 2002 et 2008, qui visent à libéraliser le secteur postal, donnent une définition ambitieuse et exigeante d'un « service universel » en la matière. À la différence, soit dit en passant des autres secteurs (télécommunications, énergie, transports), beaucoup moins gâtés. Il s'agit précisément pour chaque état-membre — qui dispose de larges pouvoirs d'adaptation à sa situation nationale —, de définir un plan ambitieux de présence postale qui tienne compte des besoins des utilisateurs ; de permettre la gratuité pour les aveugles ; de définir des normes précises de qualité (délais de distribution, attente aux guichets, réactivité aux deman-

des ...) ; de garantir des voies de recours (règlement de litiges, indemnisation des utilisateurs) ; de respecter les conditions de travail, les régimes de sécurité sociale, les conventions collectives, l'environnement, l'aménagement du territoire... ; de garantir un service identique pour tous dans des conditions comparables et d'instaurer des dispositifs d'évolution, qui soient fonction de l'environnement technique, économique et social ; de fixer un tarif national unique abordable pour tous les utilisateurs...

Au regard de ce cadre communautaire, il est donc tout à fait possible de refonder un service public postal efficace autour d'objectifs

et de missions de service public ambitieux, en désignant La Poste comme prestataire de ce « service universel ». Il suffit d'inverser la démarche préconisée par le rapport Ailleret et de partir non pas comme il le propose du projet industriel de La Poste et des milliards à trouver pour lui permettre d'acheter d'autres entreprises européennes, mais des besoins des usagers et des travailleurs du secteur.

Rien donc ne justifie le changement de statut social de La Poste.

PRESSE | Henri Emmanuelli « On brasse de l'air ».

Entretien avec Henri Emmanuelli paru dans le Journal du Dimanche du 9 septembre 2009. Peu emballé par les prescriptions de Martine Aubry visant à rénover le PS, Henri Emmanuelli estime que les socialistes doivent avant tout répondre aux inquiétudes des Français.

On vous a peu ou pas entendu vous exprimer au sujet du PS après l'université d'été de La Rochelle. Pourquoi ?

Parce que je n'avais pas envie de parler. Et pour tout vous dire, je ne me suis même pas déplacé à La Rochelle pour ne pas subir une fois de plus cette actualité qui est aujourd'hui co-produite par les médias et les politiques. C'est une manière de faire que je trouve affligeante et à laquelle je ne souhaite absolument pas participer. Je prends un exemple : j'ai lu que Vincent Peillon avait fait à Marseille «une déclaration historique» en prônant une alliance - impossible - qui irait de Bayrou à Bessonnet. Mais je m'écroule de rire ! On parle de quoi, là ? On brasse de l'air, et ce, dans un seul but : faire le tour des plateaux de télévision...

En même temps, à La Rochelle, Martine Aubry a envoyé des signaux forts afin de rénover le PS, que ce soit sur le non-cumul des mandats ou l'instauration de primaires ouvertes...

Sur les primaires, que voulez-vous que je vous dise ? J'en ai fait une fermée contre Lionel Jospin en 1995, et cela ne nous a pas porté chance. On en a fait une un peu plus ouverte en 2007 et cela n'a pas marché non plus. Maintenant, si on l'ouvre entièrement, je pense que l'on s'achemine tout droit vers un scénario à l'italienne (c'est-à-dire vers la désignation d'un candidat de centre gauche, ndr) qui ne me convient pas. Tout ça pour dire qu'on ne règle pas les problèmes politiques en se penchant sur celui des modalités. Certains se sont imaginé qu'en parlant de nous, socialistes, on allait résoudre nos problèmes de fond politique ou de leadership. Et bien non, c'est en parlant des autres, des Français, que l'on fait avancer les choses.

Justement, Martine Aubry fait preuve d'ouverture quand elle propose un questionnaire aux militants sur les grands chantiers de la rénovation au PS. Qu'en pensez-vous ?

Mais ce n'est en rien une idée nouvelle ! Des questionnaires, on a dû en faire au moins six au cours des vingt dernières années ! Je ne dis pas que c'est un empêchement, mais franchement, le Parti socialiste ferait mieux de s'occuper des vrais problèmes des gens. Il est

temps de passer à l'action contre la politique du gouvernement. Tout le reste n'intéresse pas les Français.

Oui, mais pour passer à l'action, il faut bien que le PS soit en ordre de marche et qu'il adopte des règles claires de gouvernance...

D'accord, mais son premier rôle est, je le répète, de s'opposer fermement à la droite, à travers un véritable projet politique : prenez l'exemple de la taxe carbone. Comment le gouvernement veut la compenser ? En baissant l'impôt sur le revenu. On retrouve ce qui est axiomatique de toutes les politiques de droite, à savoir moins d'impôts directs et plus d'impôts indirects. Ce sont ces injustices-là que le PS doit dénoncer quand il s'adresse aux Français, au lieu de parler de primaires dont les gens n'ont absolument rien à faire.

A gauche, le chantier des alliances est ouvert, avec des Verts, notamment, qui ont le vent en poupe et des exigences fortes vis-à-vis du PS...

Il y a en effet des excès ces derniers temps de la part des Verts. C'est une situation que j'ai déjà connue quand j'étais premier secrétaire du PS. Comme en 2009, en 1994, les écologistes avaient fait un bon score aux européennes, et nous un très mauvais. Sur un plateau de télévision, Brice Lalonde m'avait alors dit : «Nous allons nous croiser dans les escaliers, vous descendez, je monte...» Ça ne s'est pas tout à fait passé comme il l'avait prédit... Je ne dis pas que le PS se trouve en position de force à gauche, néanmoins, il en a la responsabilité principale et il doit l'assumer au mieux.

C'est justement ce que vous reprochez les Verts : cette idée que tout doit tourner autour du PS à gauche...

Je ne dis absolument pas cela, et je plaide pour que nous traitions d'égal à égal avec eux. Je vous signale au passage qu'avec Benoît Hamon, nous avons tous les deux proposé à la direction du PS d'offrir des têtes de liste à nos alliés Verts pour les prochaines élections régionales. Nous n'avons pas été entendus, et je le regrette.

Certes, mais vous employez le verbe « offrir », que certains peuvent considérer comme pé-

joratif...

Mais, on est dans la cour de récré là ! Je ne veux pas rentrer dans ce genre de débat. Ce que je veux dire, c'est que je ne trouverais pas anormal que dans les négociations avec les Verts, il y ait ici ou là un ou une président(e) écologiste. Il est faux de penser que je traite nos partenaires avec mépris ou avec arrogance. En revanche, je leur dis tout de même de bien réfléchir avant de se lancer seuls dans la bataille, comme cela semble être leur volonté. Ils ne sont pas sûrs d'arriver à bon port.

Quid de François Bayrou, qui propose une « offre publique de dialogue » à la gauche ?

Je pense surtout que M. Bayrou a pris la seule direction qui lui était possible de prendre. De vouloir dialoguer n'a rien de choquant en soi, mais son seul projet est d'être au second tour de la présidentielle à notre place. Et je pense que mon rôle n'est pas de lui faciliter la tâche... Sur le fond, il y a certes des sujets sur lesquels nous pouvons être tout à fait en phase, comme la défense de la démocratie, mais sur d'autres, notamment économiques et sociaux, je pense qu'il a encore beaucoup de chemin à accomplir avant de pouvoir nous rejoindre. Et à choisir, je préfère un candidat qui représente mon orientation politique plutôt que la sienne.

Vous qui incarnez l'aile gauche du PS, vous n'êtes pas tenté de vous émanciper, de créer votre propre mouvement, comme l'a fait Jean-Luc Mélenchon avec le Parti de gauche ?

Cette tentation a été récurrente chez beaucoup de personnes, mais, et les faits me donnent raison, j'observe que tout ce qui a été tenté en dehors du PS n'a jamais eu beaucoup de succès. François Bayrou est d'ailleurs en train de s'en rendre compte. Quand je m'assois à l'Assemblée nationale et que je vois 202 députés socialistes pour seulement trois députés du Modem, je ne me sens pas terrorisé, ni en position d'infériorité : si eux veulent nous rejoindre, pourquoi pas, mais ce n'est pas à nous d'aller vers eux. Ce serait le monde à l'envers tout de même !

■ Henri Emmanuelli, député des Landes

PORT D'ALBRET | 25, 26 et 27 septembre 2009

Universités de rentrée Un monde d'avance.

Les universités de rentrée Un monde d'avance se tiendront cette année à Port d'Albret, Vieux-Boucau, dans les Landes.

Alors que le scrutin des européennes est un échec pour le PS, il exprime également une stabilité du rapport de force droite/gauche en comparaison avec les scores de 2004. Les voix se sont en fait redistribuées au sein même de l'électorat de gauche mettant à mal la place centrale du PS comme principal parti d'opposition. Cet avertissement appelle une dynamique de rassemblement de la gauche qui permette de nous dépasser dans un but de reconquête du pouvoir lors de l'élection présidentielle. Cette perspective est la seule qui permette de redonner du souffle aux militants et aux sympathisants de gauche, las des impasses dans lesquelles nous les avons menés.

Dans une période de crise, traduction d'un modèle à bout de souffle, nous devons être ceux qui travaillent à un nouveau paradigme pour la gauche, boussole pour l'ensemble des forces de progrès. Nos universités seront le point de départ de cette refondation. C'est par ce travail de rassemblement, de confrontation de nos projets, de débats sans préalables avec la gauche politique, sociale, syndicale et associative que nous souhaitons reconstruire une perspective majoritaire en phase avec les mouvements de la société.

Ces universités sont ouvertes à toutes les familles de la gauche qui partagent cet objectif. Nous vous invitons à être nombreux lors de cette étape essentielle de la reconquête pour mener à bien cette tâche.

Bulletin d'inscription

à retourner avant le 10 septembre

NOM : PRENOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL : VILLE :
E-MAIL : TELEPHONE :
FEDERATION : SECTION :

Tarif général

Je m'inscris aux universités Un monde d'avance et je joins :

- 1 chèque de 100 € (hébergement 2 nuits + repas du samedi soir + frais d'organisation)
- 2 chèques de 50 €¹ (hébergement 2 nuits + repas du samedi soir + frais d'organisation)
- 4 chèques de 25 €¹ (hébergement 2 nuits + repas du samedi soir + frais d'organisation)
- 1 chèque de 75 €² (repas du samedi soir + frais d'organisation)

Tarif réduit (jeunes et chômeurs)

Je m'inscris aux universités Un monde d'avance et je joins :

- 1 chèque de 40 € (hébergement camping³ + repas + frais d'organisation)

Réduction SNCF

- Je souhaite recevoir un fichet spécial congrès pour bénéficier d'une réduction de 20 % sur mon billet de train⁴

Bulletin d'inscription à envoyer impérativement avec le règlement par chèque établi à l'ordre de « Un monde d'avance » à : *Roberto Romero, Assemblée Nationale, Bureau de M. Henri Emmanuelli - 6853, 126, rue de l'Université, 75355 Paris 07 SP*

1. merci de nous retourner le nombre de chèques correspondant à votre choix en une seule fois, en indiquant pour chaque chèque le mois d'encaissement.
2. en choisissant ce tarif, l'hébergement sera à votre charge.
3. prévoyez une tente pour le camping
4. dans la limite des fichets disponibles. Le fichet devra être présenté à l'achat de votre billet SNCF.

Inscriptions

Le bulletin d'inscription est disponible en pdf à l'adresse :

www.universites.unmondedavance.eu

L'inscription nominative préalable aux universités de rentrée est fortement recommandée. Seuls les bulletins accompagnés du règlement des frais d'inscription seront pris en compte.

Elu-e-s, conseillers -ères municipaux, généraux et régionaux, vous recevrez dans les jours qui viennent une plaquette d'inscription spécifique par courrier à retourner à l'IEPP (institut de formation).

Programme

Vendredi 25 septembre

Un Monde d'avance : de la motion au courant

13h : accueil
14h30 - 16h30 : formations militantes
17h - 21h : séance plénière
21h : repas sur place

Samedi 26 septembre

Le rassemblement de la gauche

9h - 12h : débats en atelier
12h : repas sur place

14h - 15h : comptes rendus des ateliers
15h - 19h : séance plénière
20h : repas et soirée festive

Dimanche 27 septembre

Meeting Un monde d'avance

10h - 13h : débats et conclusion

Un programme détaillé vous sera envoyé prochainement.

Vieux-Boucau - Port d'Albret

Situé entre la dune et la forêt, le village de Vieux-Boucau accueillera cette année nos rencontres. Les séances plénières se dérouleront au Hall des sports (promenade des arènes) et les ateliers dans les salles municipales aux alentours.

Hébergement et repas

Cette année, la participation aux frais comprend l'hébergement (nuits du vendredi et du samedi) et le repas du samedi soir. Pour les autres repas, une restauration sur place est prévue à tarif préférentiel. Vous serez hébergés dans l'un des bungalows du village vacances Touristra, à 10 minutes du Hall des sports.

Le camping municipal 3 étoiles accueillera les jeunes à moindre coût. Apportez votre tente !

Si vous préférez réserver une chambre d'hôtel, vous trouverez toutes les informations nécessaires sur le site de l'office du tourisme : www.ot-vieux-boucau.fr La réservation et le règlement seront à votre charge.